

Tribunal administratif de Rennes, 5 mars 2015, n° 1500729

Sur la décision

Référence : TA Rennes, 5 mars 2015, n° 1500729

Juridiction : Tribunal administratif de Rennes

Numéro : 1500729

Sur les personnes

Avocat(s) : Cecile BONNAT, Julien BONNAT

Parties : Association « Bretagne Vivante - SEPNB »

Texte intégral

TRIBUNAL ADMINISTRATIF

DE RENNES

N° 1500729

Association « Bretagne Vivante - SEPNB »

M. D

Juge des référés

Audience du 3 mars 2015

Ordonnance du 5 mars 2015

C

nt/mav

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le juge des référés

Vu la requête et le mémoire enregistrés les 17 et 23 février 2015, présentés par l'association « Bretagne Vivante - SEPNB », dont le siège social est situé XXX à XXX, représentée par son président ; l'association demande au juge des référés, sur le fondement des dispositions de l'article L. 521-1 du code de justice administrative de :

— de suspendre l'exécution de l'arrêté du 4 février 2015 du préfet du Morbihan portant au bénéfice de la société « Les Moulins du X » dérogation aux dispositions de l'article L. 411-1 du code de l'environnement ;

— de mettre à la charge de l'État la somme de 1 000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

L'association « Bretagne Vivante - SEPNEB » soutient que :

— elle est agréée au titre de l'article L. 142-2 du code de l'environnement et justifie en application de l'article L. 142-1 du même code d'un intérêt pour agir contre toute décision ayant un rapport direct avec son objet et ses activités statutaires ;

— la condition d'urgence est remplie : les opérations de défrichement ont débuté le 16 février sur le site du projet et pour une période de deux semaines ; s'ils ne sont pas achevés avant que le Tribunal ne statue, l'atteinte immédiate est caractérisée ; l'atteinte aux intérêts que l'association défend est grave car l'autorisation délivrée permet au pétitionnaire de procéder à la destruction de douze hectares d'habitats d'espèces protégées alors même que les opérations de compensation n'ont pas débuté ; la protection de la faune sauvage constitue un intérêt fondamental comme le rappelle l'article L. 110-1 du code de l'environnement ; l'opération en cours nuit à la conservation de nombreuses espèces protégées ;

— au moins un des moyens suivants est propre à créer un doute sérieux quant à la légalité de la décision attaquée :

- la condition prévue au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement du maintien dans un état de conservation favorable des populations des espèces concernées ne peut être remplie que si au regard des dégâts causés par le projet d'éoliennes sur plusieurs populations d'espèces protégées, les mesures compensatoires sont suffisantes ; que tel n'est pas le cas en l'espèce ;

- o le boisement compensateur n'est pas identique au milieu défriché et ne permet pas de maintenir les espèces protégées touchées par le projet ; des boisements en milieu agricole n'ont pas les mêmes caractéristiques et qualités que des boisements intégrés dans le cœur du massif forestier ;

- o la gestion favorable de parcelles au développement de la biodiversité est insuffisamment proportionnée ;

- o il n'existe pas de mesures compensatoires pour l'autour des palombes ;

- o huit des mesures compensatoires envisagées sont déjà mises en œuvre par le propriétaire de la forêt dans le cadre du programme PEFC ;

- o les conséquences du défrichement et de l'exploitation d'éoliennes sur les chiroptères sont spécifiques et insuffisamment prises en compte dans le programme de compensation ;

- o contrairement à ce que prévoit la circulaire DNP/CFF n° 2008-01 du 21 janvier 2008 relative aux décisions administratives individuelles relevant du ministère chargé de la protection de la nature dans le domaine de la faune et de la flore sauvages, les mesures compensatoires ne seront réalisées qu'a posteriori et seront privées d'efficacité ;

- il existe d'autres choix d'implantation qu'en forêt pour le développement des éoliennes en Bretagne ; ce choix entraîne la destruction à court terme de la

biodiversité ; la Bretagne fait partie des régions françaises avec le moins d'espaces forestiers ; le conseil scientifique régional du patrimoine naturel est défavorable à toute implantation d'éoliennes en milieu forestier ; l'avis du conseil national de la protection de la nature est défavorable ; le schéma régional éolien breton et le plan national d'action pour la sauvegarde des chiroptères déconseillent ce type d'implantation, de même que le guide « Europats » ; le fait que le porteur du projet ait cherché au sein de son massif forestier la zone la moins favorable à la biodiversité ne suffit pas à démontrer qu'il n'existait pas d'autres solutions satisfaisantes pour la biodiversité ; les désavantages majeurs de l'installation d'un parc éolien dans la forêt de Lanouée sont mis en évidence depuis 2010 ;

Vu la décision dont la suspension de l'exécution est demandée ;

Vu le mémoire en défense, enregistré le 27 février 2015, présenté par le préfet du Morbihan, qui conclut au rejet de la requête ;

Le préfet, qui ne conteste pas l'urgence, fait valoir que :

— la surface déboisée représente 11,38 hectares, soit 0,30 % du massif forestier ; les plantations détruites, à savoir des résineux, de valeurs biologiques très moyennes, seront remplacés par des feuillus implantés sur 12,25 hectares de prairie et de terres cultivées ; le solde sera positif à court et moyen terme ;

— sur le moyen tiré de la méconnaissance de l'article L. 411-2 du code de l'environnement ;

- en ce qui concerne le reboisement : l'autorisation de défrichement que la requérante ne conteste pas permet un reboisement compensatoire au delà de la surface défrichée et de meilleure qualité ; le schéma régional de gestion sylvicole est pris en compte et, en l'espèce, valorisé sur le plan de la biodiversité et de l'écosystème environnemental ; la requérante ne démontre pas en quoi la mise en œuvre de l'arrêté contesté toucherait de manière dommageable et irréversible la massif forestier et les espèces faunistiques ; cet arrêté est accompagné de plusieurs annexes qui intègrent de façon exhaustive la problématique des chauves-souris ; la commune de Les Forges est régie par une carte communale approuvée le 25 avril 2005 qui classe la forêt de Lanouée en secteur rural non constructible mais compatible avec l'implantation d'éoliennes ; le commissaire-enquêteur a souligné la densité, la clarté et le soin apporté à la rédaction de l'étude d'impact ;

- en ce qui concerne la faune : il convient de se référer aux mesures compensatoires MC 03 (autour des palombes), MC XXX et aux mesures de réduction MR 11 (autour des palombes et busard saint-martin), MR 12 (busard saint-martin), MR 13 (chiroptères) ; en outre, des mesures d'accompagnement et de suivi sont instituées aux articles 9 et 10 de l'arrêté ;

- en ce qui concerne le double emploi des mesures avec celles déjà prévues dans le cahier des charges PEFC : ce cahier des charges n'est en réalité qu'un guide méthodologique permettant de cadrer une démarche de gestion durable d'un milieu forestier ; l'arrêté litigieux énumère quant à lui les mesures précises pour le projet concerné ; aucune instruction n'existe sur le délai de réalisation des mesures compensatoires qui, par leur diversité et leur spécificité, s'accommoderaient mal d'un cadre prédéfini ignorant les contraintes locales et les objectifs particuliers ; la direction régionale de

l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne a émis un avis favorable ;

Vu le mémoire en défense, enregistré le 27 février 2015, présenté pour la SAS Les Moulins de X, représentée par M. A, par M^e Bonnat, avocat ; la SAS Les Moulins de X conclut au rejet de la requête et à ce qu'il soit mis à la charge de l'association « Bretagne Vivante - SEPNB » la somme de 4 000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

La SAS Les Moulins de X, qui ne conteste pas la condition d'urgence, soutient que les moyens ne sont pas fondés et fait notamment valoir que :

- sur la prétendue inadéquation de la mesure compensatoire relative au boisement compensateur : le reboisement aura AF sur des parcelles non forestières situées à l'intérieur et en bordure du massif et utilisées jusqu'à ce jour en tant que cultures à gibier et non sur des parcelles agricoles comme l'a considéré le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ; les 12,25 hectares de boisements plantés se décomposent en deux surfaces dont la plus importante de 10,4 hectares d'un seul tenant ; le reboisement n'est pas spécifiquement une mesure liée à la dérogation des espèces protégées, bien qu'il apportera en l'espèce une plus-value en matière de biodiversité, notamment par le remplacement des résineux défrichés par des feuillus et compte tenu du fait qu'il vient compléter l'ensemble des mesures compensatoires définies ; ce reboisement compensateur est favorable à la reproduction des chauves-souris ;

- sur les mesures compensatoires de gestion forestière :

- o en ce qui concerne le moyen tiré de ce que le plan de gestion favorable est insuffisamment proportionné à l'échelle du massif : l'illégalité du plan n'est pas démontrée ; le moyen est inopérant car ce plan ne concerne pas l'arrêté en litige et ne se rapporte pas à l'une des conditions de l'article L. 411-2 du code de l'environnement ;

- o en ce qui concerne le moyen tiré de ce que l'espèce « autour des palombes » ne disposerait pas de mesure compensatoire spécifique : l'association requérante ne précise pas en quoi la dérogation accordée porterait atteinte à cette espèce ; en tout état de cause, une mesure de compensation et des mesures de suivi existent pour cette espèce dont au demeurant le choix de la zone de projet ne lui est pas favorable ;

- o en ce qui concerne le moyen tiré de ce que le groupement forestier met en œuvre des mesures compensatoires de gestion forestière qui correspondent à des mesures déjà prévues dans le cahier des charges PEFC : les mesures de compensation vont au delà des obligations PEFC qui restent des règles globales et générales qu'il y a AF de rendre spécifiques à tout massif forestier ; les huit mesures de compensation listées par l'association requérante comme déjà existantes dans le cahier des charges PEFC sont certes déjà mises en œuvre dans le cadre de la gestion sylvicole mais elles devront être complétées spécifiquement dans le cadre du parc éolien ; le programme de mesures comprend en outre six mesures spécifiquement liées aux espèces pour lesquelles les enjeux ont été établis avec l'implantation du parc éolien, dont les deux qui représentent un coût de 275 000 euros, concernent l'amélioration de la capacité d'accueil des parcelles après coupe rase pour l'avifaune des milieux ouverts et l'amélioration de la capacité d'accueil et la préservation des sites de reproduction de l'autour des palombes ;

- sur la prétendue insuffisance de prise en compte des chiroptères : les critiques de l'association portent sur des généralités et non sur le massif de Lanouée ; en l'espèce, la dérogation accordée ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle ; les études ont été menées sur l'activité des chauves-souris ; la zone choisie correspond à un secteur moins fréquenté par les chiroptères et éloigné des sites de production ; le type d'éoliennes choisi permet de diminuer les risques de collision ou de barotraumatisme pour la faune volante locale ; des mesures de compensation et de suivi ont été ajoutées et renforcées dans le cadre de l'autorisation préfectorale d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement et puis dans le cadre de l'arrêté contesté ; la société Les Moulins du X applique rigoureusement le principe éviter, réduire, compenser (ERC) dans les trois phases de conception, défrichage/travaux et exploitation ;

- sur l'argument relatif au délai de réalisation des mesures compensatoires : aucune disposition législative ou réglementaire n'impose de réaliser les mesures compensatoires avant la mise en œuvre du projet autorisé ; le délai de réalisation de chacune des mesures compensatoires est indiqué à l'annexe 4 de l'arrêté de dérogation ; certaines interviennent en phase pré-travaux ;

- sur la prétendue existence d'autres solutions satisfaisantes pour le développement des éoliennes en Bretagne : l'association requérante ne conteste pas les raisons impératives d'intérêt public majeur qui sous-tendent le projet, la nécessité de celui-ci et l'absence de solution alternative d'implantation ;

Vu, l'intervention, enregistrée le 3 mars 2015, présentée par le cabinet d'avocats Via Avocats pour :

- la société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France (SPPEF), dont le siège social se situe XXX à XXX, représentée par son président ;

- M. P Q, demeurant au AF-AG Pesnel, à XXX ;

- M. R-S T, demeurant au AF-AG Rohello, à XXX ;

- M^{me} F G, demeurant au AF-AG AH ès Bottes à XXX ;

- M. J G, demeurant au AF-AG AH ès Bottes, à XXX ;

- M. R-AB AC, demeurant au AF-AG Garniguel, à XXX ;

- M^{me} N O, demeurant au AF-AG Pesnel, à XXX ;

- M. R-V G, demeurant au AF-AG Bodegat à XXX ;

- M^{me} H I, demeurant au AF-AG XXX, à XXX ;

- M. et M^{me} B et L M, demeurant au AF-AG Bréhelu à XXX ;

Ils demandent au juge des référés de :

— admettre leur intervention volontaire ;

— faire droit aux prétentions de l'association « Bretagne Vivante - SEPNEB » ainsi qu'à leurs propres conclusions ;

— suspendre l'arrêté préfectoral du 4 février 2015 accordant une dérogation sur le fondement de l'article L. 411-1 du code de l'environnement à la société Les Moulins de Z ;

— mettre à la charge de l'État la somme de 3 500 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

Ils soutiennent que :

— la SPPEF dispose d'un intérêt à agir et son président est habilité à la représenter en justice ; eu égard à la localisation de leurs terrains et du bouleversement de l'environnement préservé qu'engendrera l'arrêté en litige, les autres intervenants disposent également d'un intérêt à agir ;

— la condition d'urgence est remplie : l'exécution de l'arrêté aura des conséquences irréversibles sur les soixante espèces animales protégées concernées ; en outre, les opérations de défrichement ont commencé ;

— aucune des trois conditions posées par l'article L. 411-2 du code de l'environnement pour déroger aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1 du même code n'est remplie :

- il n'existe aucune raison impérative d'intérêt public majeur : si le projet comporte une dimension d'intérêt général, il reste qu'il est porté par un promoteur privé et satisfait essentiellement des intérêts d'ordre privé ; en outre, l'implantation de 16 ou 17 éoliennes dans la forêt de Lanouée ne présente pas un cas exceptionnel dont la réalisation serait indispensable ; le projet présente un bilan économique négatif et de nombreux inconvénients liés aux atteintes aux paysages, à l'environnement, aux espèces animales et végétales, aux nuisances sonores ;

- l'implantation du parc éolien dans un massif forestier emportant la destruction de soixante espèces animales relève d'un choix et non d'un impératif ; le nombre d'espèces concernées démontre à lui seul le caractère inapproprié du site retenu ;

Vu la requête au fond n° 1500727 ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 4 novembre 2013 du préfet de la région Bretagne portant approbation du schéma régional de l'air et de l'énergie de Bretagne ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu la décision par laquelle la présidente du Tribunal a désigné M. D, premier conseiller, pour statuer sur les demandes de référé ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir, au cours de l'audience publique du 3 mars 2015, présenté son rapport et entendu les observations de :

— M. Y, président de l'association « Bretagne Vivante - SEPNEB », qui conclut aux mêmes fins que la requête par les mêmes moyens qu'il expose oralement ;

il précise que la contestation de l'association porte sur les deux conditions posées à l'article L. 411-2 du code de l'environnement relative à l'absence d'autre solution satisfaisante et au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle, conditions qu'il estime, ici, non remplies ; il rappelle en outre les dispositions des directives n° 92/43/CEE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (article 16) et n° 2009/147/CE du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages (article 9) ; il insiste sur : l'insuffisance des mesures de compensation et de leur délai d'exécution qui interviennent postérieurement aux travaux comme c'est le cas de la MC n° 20 et font double emploi avec celles prévues dans le cahier des charges PEFC ;

— M^e Maillard, représentant la SPPEF, MM. Q, T, G, AC, M et M^{mes} G, O, I, M ; M^e Maillard reprend oralement les écritures en intervention en insistant sur le non-respect des conditions tenant à l'existence de raisons impératives d'intérêt public majeur et l'absence d'autre solution satisfaisante justifiant la dérogation accordée par le préfet ;

— M. E, représentant le préfet du Morbihan, qui soulève l'irrecevabilité des interventions de MM. Q, T, G, AC, M et M^{mes} G, O, I, M faute de disposer d'un intérêt à agir et conclut au rejet des conclusions de la requête ; M. E insiste sur le caractère imprécis et général des moyens soulevés par l'association « Bretagne Vivante - SEPNEB » et rappelle que le développement éolien s'inscrit dans les anciens schémas locaux de développement éolien, dans le « pacte électrique » et dans le schéma régional « climat, air, énergie » ;

— le cabinet Avoca 5, représentant la SAS Les Moulins de X ; M^e Costard et M^e Bonnat concluent au rejet de la requête en exposant la genèse du projet, les études réalisées, les différents avis rendus et en reprenant les arguments présentés dans les écritures de la société ; ils précisent que : l'association requérante ne conteste pas l'intérêt public majeur du parc éolien en cause et ne démontre pas que les conditions posées par l'article L. 411-2 du code de l'environnement ne seraient pas réunies ; s'agissant de la notion de raisons impératives d'intérêt public majeur, il convient de se référer à la fiche de synthèse n° 29 éditée en octobre 2013 par le commissariat au développement durable ; le projet contribue en outre à la baisse de l'émission de gaz à effet de serre ;

Après avoir prononcé, à l'issue de l'audience, la clôture de l'instruction ;

Sur l'intervention de la société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France :

1. Considérant que cette association, dont les statuts permettent à son président d'agir en justice en son nom, a notamment pour objet « d'empêcher que les sites naturels ou urbains qui font la beauté de la France ne soient dégradés ou détruits (...) par des spéculations des industries (...) » ; qu'elle justifie ainsi d'un intérêt pour intervenir au soutien des conclusions tendant à la suspension de l'exécution de l'arrêté contesté ;

Sur les autres interventions :

2. Considérant que MM. Q, T, G, AC, M et M^{mes} G, O, I, M, font valoir que le projet comporte pour eux un impact visuel et bouleverse l'environnement préservé dans lequel ils vivent ;

3. Considérant toutefois que, d'une part, l'arrêté concerné n'emporte aucun impact visuel et, d'autre part, compte tenu de la distance variant de 1 320 mètres à 2 990 mètres séparant les lieux de résidence des intervenants du périmètre couvert par l'arrêté en litige, celui-ci, eu égard à son objet, ne peut pas sérieusement être regardé comme bouleversant leur environnement ; qu'il résulte de ce qui précède que les interventions de MM. Q, T, G, AC, M et M^{mes} G, O, I, M ne sont pas admises ;

Sur les conclusions à fin de suspension :

4. Considérant, d'une part, qu'aux termes de l'article L. 521-1 du code de justice administrative : « Quand une décision administrative, même de rejet, fait l'objet d'une requête en annulation ou en réformation, le juge des référés, saisi d'une demande en ce sens, peut ordonner la suspension de l'exécution de cette décision, ou de certains de ses effets, lorsque l'urgence le justifie et qu'il est fait état d'un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de la décision. (...) » ;

5. Considérant, d'autre part, qu'aux termes du I de l'article L. 411-1 du code de l'environnement : « Lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou que les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits : / 1° La destruction ou l'enlèvement des œufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat ; / 2° La destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de végétaux de ces espèces, de leurs fructifications ou de toute autre forme prise par ces espèces au cours de leur cycle biologique, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur mise en vente, leur vente ou leur achat, la détention de spécimens prélevés dans le milieu naturel ; / 3° La destruction, l'altération ou la dégradation de ces habitats naturels ou de ces habitats d'espèces ; (...) » ; qu'en vertu de l'article L. 411-2 du même code : « Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont fixées : (...) 4° La délivrance de dérogations aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle : (...) c) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ; (...) » ;

6. Considérant qu'en l'état de l'instruction, eu égard notamment : au développement, en Bretagne, de la production électrique renouvelable, qui répond, compte tenu de la situation de fragilité électrique croissante de cette région et des objectifs fixés au II de l'article 19 de la loi du 3 août 2009 susvisée, à une raison impérative d'intérêt public majeur indépendamment des objectifs de rentabilité du porteur du projet ; au site choisi, situé au sud-est du massif forestier de Lanouée et dont il ressort des études réalisées que ses caractéristiques naturelles conduisent à un impact moindre du projet éolien sur les espèces protégées recensées dans la forêt ; au reboisement à effectuer, qui améliorera la qualité globale de la biodiversité de la forêt ; aux mesures de réduction et de compensation prises et leur délai

d'exécution, qui ne paraissent pas insuffisantes ou incomplètes et en l'absence d'une autre solution plus satisfaisante dans le massif forestier pour l'exploitation par le groupe Dreyfus et ses filiales, qui possèdent le massif, d'un parc éolien, aucun des moyens ci-dessus analysés n'est propre à faire naître un doute sérieux quant à la légalité de l'arrêté du préfet du Morbihan du 4 février 2015 portant dérogation aux dispositions de l'article L. 411-1 du code de l'environnement pour capture, destruction, perturbation intentionnelle d'espèces protégées et pour destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées dans le cadre de la réalisation du parc éolien envisagé, composé de 16 à 17 éoliennes d'une puissance unitaire de 3 MW à 3,17 MW pour une capacité maximale installée de 50,72 MW à 51,85 MW ; que, l'une des deux conditions posées par l'article L. 521-1 du code de justice administrative n'étant pas remplie, la demande présentée par l'association « Bretagne Vivante - SEPNB » tendant à ce que soit ordonnée la suspension de cet arrêté doit être rejetée ;

Sur les conclusions présentées au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

7. Considérant qu'en vertu des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, le Tribunal ne peut pas faire bénéficier la partie tenue aux dépens ou la partie perdante du paiement par l'autre partie des frais qu'elle a exposés à l'occasion du litige soumis au juge ; que les conclusions présentées à ce titre par l'association « Bretagne Vivante - SEPNB » doivent dès lors être rejetées ; que dans les circonstances de l'espèce, il n'y a pas AF de faire droit aux conclusions de la SAS Les Moulins de X présentées sur le fondement de ces dispositions ; qu'enfin, la société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France n'étant pas partie à la présente instance, elle n'est en tout état de cause, pas recevable à présenter des conclusions tendant au paiement de frais de procès non compris dans les dépens ;

O R D O N N E

Article 1^{er} : L'intervention de la société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France est admise.

Article 2 : Les interventions de MM. Q, T, G, AC, M et M^{mes} G, O, I, M ne sont pas admises.

Article 3 : La requête de l'association « Bretagne Vivante - SEPNB » est rejetée.

Article 4 : Les conclusions de la SAS Les Moulins de Z et de la société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France présentées sur le fondement des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 5 : La présente ordonnance sera notifiée à l'association « Bretagne Vivante - SEPNB », à la SAS Les Moulins de Z, à la société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France (SPPEF), à M. P Q, à M. R-S T, à M^{me} F G, à M. J G, à M. R-AB AC, à M^{me} N O, à M. R-V G, à M^{me} H I, à M. et M^{me} B et L M et à la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Copie en sera adressée au préfet du Morbihan.

Fait à Rennes, le 5 mars 2015.

Le juge des référés, La greffière d'audience,

signé signé

N. D A-M. C

La République mande et ordonne à la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie en ce qui la concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.